

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1616>

Pour une alternative à la gestion privée de l'eau en Europe

- Livres et publications -

Date de mise en ligne : jeudi 10 juin 2010

Description :

Présentation du dossier "Vers une gestion publique et progressiste de l'eau en Europe - Quelques cas remarquables".

Rencontres Sociales

Quelques notes de lecture d'attac92clamart sur "Vers une gestion publique et progressiste de l'eau en Europe - Quelques cas remarquables".

Publié en Janvier 2009 par le Transnational Institute et Corporate Europe Observatory

Édité par : David Hachfeld, Philip Terhorst et Olivier Hoedeman

Aide éditoriale : Vicky Quinlan

Traduction en Français : Martin Pigeon



Pourquoi les multinationales de l'eau et leurs relais politiques sont-elles réfractaires à l'accès public à l'eau et l'utilisation responsable des ressources en eau ? En ce qui concerne la France, on finit par en avoir quelques idées. Mais pour ce qui concerne l'Europe et tous les autres habitants de la planète, on peut manquer d'arguments solides. Pourtant les activistes et lobbyistes européens écrivent à ce sujet. C'est pourquoi cette brochure, rédigée en anglais (pour que tous puissent la lire) par CEO et TNI et traduite en français est inestimable ... On connaît l'accès à l'anglais de nos amis francophones ...

Le pivot de cette brochure : des exemples !!! Pris dans toute l'Europe et présentés à partir de l'organisation locale et articulés au paradigme "progressiste", précisément défini avec 10 critères.

Alter-Rappel et notes de lecture :

L'accès à l'eau (potable), c'est la distribution et aussi l'assainissement, la dépollution, la gestion de la ressource, etc ...

Ce sont les problèmes dans l'accès à l'eau qui montreront la mauvaise gestion effectuée par les multinationales du profit. On constate que leurs nécessaires profits, issus de la commercialisation de l'eau (des nappes), font augmenter les prix d'autant ; bien que la consommation générale diminue. Et la facture, au lieu de diminuer, continue d'augmenter. Ces profits et bonus imputent d'autant les investissements et l'entretien des canalisations, dont les fuites ne sont pas résorbées, mais continuent de se développer.

Pour avancer dans cette lutte, les militants doivent passer de la contestation à la proposition d'alternatives par les services publics. La situation se complique : on observe que beaucoup d'entreprises publiques (de l'eau) fonctionnent de plus en plus comme des entreprises privées, c'est à dire : très mal. Ce ne sont pas seulement les profits qui font la différence, mais la volonté de concurrence et le "business as usual".

Les enjeux rhétoriques sont au delà de la question de "bien commun de l'humanité" qui relève de décisions politiques et normatives et à laquelle les multinationales se sont adaptées. Les réponses appropriées "pour une gestion publique de l'eau" sont locales : elles sont fonction des ressources locales, des modes de distribution et d'assainissement locaux.

L'accès à l'eau est un droit inaliénable, mais pour lutter contre les multinationales de l'eau, il faut se concentrer sur la lutte contre les inégalités sociales dans l'accès à l'eau et sa tarification. Les profits sont incompatibles avec la lutte contre les inégalités sociales dans l'accès. D'un point de vue écologique, on peut se concentrer sur les questions de pollution et de captage. Mais ce n'est pas suffisant pour régler la question de l'accès de tous.

La proposition de l'ACME : tarification sociale pour les premiers 50 L /jour/personne. Il y a aussi l'indexation sur les revenus, qu'on nous dit si compliquée car dissociée de la consommation. Ce qui est le cas dans les immeubles "au quantième". Et l'on craint que ceux qui payeraient moins cher, gaspilleraient. Quand ce sont les plus aisés qui ne regardent pas à la consommation, vue la faible part que cela représente dans leurs revenus.

L'un des atouts du service public (pas seulement celui de l'eau) réside dans le partage des savoirs avec les autres

Pour une alternative à la gestion privée de l'eau en Europe

(villes du monde), qui pourront l'adapter, le ré-utiliser. C'est une économie de la mutualisation de la trouvaille. L'exemple de la performance publique est visée et cassée par le (néo)libéralisme qui ne veut pas laisser se développer d'exemples alternatifs qui montreraient la doxa de la pensée unique : "pas d'autre alternative".

<http://attac92clamart.free.fr/autre/spip.php?article243>